

loin encore de ce qu'elle devait faire pour mettre son commerce sur le pied du commerce anglais, et lui obtenir les mêmes avantages. Cependant cette détermination de la France, quoique incomplète, n'en fut pas moins signalée par le président Victoria dans son discours de clôture (23 mai 1826), comme chose heureuse pour le Mexique. Ce fut dans ce même discours de clôture qu'il fit part aux deux chambres de l'ouverture du grand congrès de Panama.

Ce congrès, si longtemps annoncé, devait réunir chaque année les députés de toutes les républiques jadis colonies de l'Espagne, et s'occuper, comme les grandes assemblées de l'ancienne Grèce, des intérêts communs à tous les États; il devait être un conseiller dans les grandes luttes, un interprète fidèle des traités, un médiateur dans les querelles domestiques, un agent pour l'établissement des droits de chacune des républiques vis-à-vis de l'étranger, et surtout un centre de force et de résistance contre toutes les tentatives de l'Espagne. C'était une mission noble et sainte; elle était malheureusement au-dessus des forces et du pouvoir d'une telle assemblée, émanée d'États trop jeunes encore dans la vie indépendante. Elle se faisait illusion sur la faiblesse individuelle de chacun d'eux, sur la difficulté de concilier des intérêts opposés placés à de grandes distances, et de fonder un droit public américain en regard du droit public de l'Europe monarchique.

Malgré les invitations pressantes adressées à toutes les anciennes colonies espagnoles et portugaises, il ne se présenta au congrès que les députés du Mexique, de Guatemala, de la Colombie et du Pérou. Les conférences s'ouvrirent en présence des envoyés de l'Angleterre et des États-Unis, qui ne prirent aucune part aux délibérations. Elles furent bientôt interrompues par les déplorables effets du climat; un des plénipotentiaires des États-Unis et deux secrétaires du commissaire anglais en furent victimes. Enfin, le danger parut tel, que

le congrès, alarmé pour la vie de ses membres, jugea nécessaire de terminer promptement l'objet le plus important de sa mission, celui qui concernait la défense commune. Avant de se séparer, les plénipotentiaires signèrent, le 15 juillet, un traité d'union et de confédération perpétuelle entre les quatre États représentés, auquel tous les autres États de l'Amérique auraient la faculté de se réunir dans un délai déterminé. Ce traité fixait le contingent militaire de chaque État, et indiquait les mesures générales à prendre en cas d'attaque d'un ennemi étranger. Il fut décidé que les conférences seraient reprises, à une époque indéterminée, dans la ville de Tacubaya, voisine de Mexico. Cette détermination n'eut pas de suite.

Aucun autre événement que le congrès de Panama n'attira cette année l'attention du Mexique. Quelques troubles dans le Yucatan furent promptement apaisés, et la perception des impôts s'opéra sans opposition; le produit des mines concédées à des compagnies anglaise et américaine augmenta. La république fit face aux engagements contractés au dehors, et subvint aux besoins de l'armée et de la marine. La balance des recettes et des dépenses fut en faveur du trésor. Le Mexique, entre tous les nouveaux États, eut en ce moment, à la bourse de Londres, le crédit le mieux établi; et si les chiffres d'un budget peuvent servir à fonder des espérances sur l'avenir d'un pays, les destinées de la confédération mexicaine ne devaient inspirer aucune inquiétude. Cependant, sous cette apparence de jeunesse, de force et de vie, se cachait un mal profond: les passions révolutionnaires fermentaient au sein de la république et allaient enfanter une ère de troubles et d'anarchie.

Avant de la parcourir il convient, pour suivre l'ordre des temps, de signaler les premiers efforts du Texas pour se séparer du Mexique et conquérir son indépendance (*).

(*) Nous nous bornons ici à l'indication

Cette première insurrection, attribuée à quelques étrangers établis dans les environs de Nacogdoches, avait pour objet de réunir ce pays à la grande confédération de l'Amérique du Nord. Toutefois, elle n'était l'œuvre que d'un petit nombre d'hommes, et ne s'étendait que sur cette partie du pays où le Mexique n'avait que peu d'officiers civils et militaires et quelques détachements isolés; il faut même reconnaître que la plupart des colons, venus récemment des États-Unis, trop faibles et trop préoccupés des soins matériels de leurs établissements, n'y prirent aucune part, et se déclarèrent hautement pour l'autorité légale. L'acte le plus curieux de cette insurrection est un traité d'alliance offensive et défensive, conclu le 21 décembre 1826, entre les insurgés et quelques tribus indiennes. Les deux parties s'engageaient à défendre leur indépendance contre le Mexique, et se garantissaient leur territoire. L'approche de quelques bataillons mexicains suffit pour rétablir l'ordre, dissiper les insurgés, intimider les Indiens, et arrêter le développement d'une révolution qui n'était pas encore mûre.

Vers le même temps éclatait, au sein de la capitale, une conspiration d'une nature plus grave. Elle avait pour chef un moine nommé Arenas, fanatique ardent et adversaire fougueux du nouvel ordre de choses. Arenas ne pouvait réussir sans le secours de la garnison; il crut devoir sonder les dispositions du commandant de la place, le général Mora, et lui faire quelques ouvertures. Mora, brave militaire, s'empressa d'instruire le président de la république de ce qu'il venait

d'apprendre. Il fut convenu que deux espions pris dans un rang élevé, un sénateur et un député, se rendraient chez le général, et se placeraient de manière à tout voir et à tout entendre. Arenas s'y étant présenté de nouveau, donna un libre cours à ses confidences; il dévoila le plan qu'il se proposait de suivre et le but du complot. Il s'agissait de rétablir la religion catholique dans toute sa pureté, comme elle était en 1808, c'est-à-dire, avec l'inquisition et l'autorité royale de Ferdinand VII; de nommer une régence dont les membres seraient choisis parmi les évêques et les *cabildos* ecclésiastiques, afin de gouverner le pays au nom du roi d'Espagne, jusqu'à ce qu'il eût fait connaître ses intentions. Arenas promettait le pardon du passé et la conservation des emplois à ceux qui se joindraient à lui. Il affirma au général qu'un commissaire royal dirigeait à Mexico cette grande conspiration. A peine eut-il prononcé ces dernières paroles, que les deux espions se montrèrent. « Je suis trahi, s'écria-t-il, mais je suis résolu à mourir pour ma religion et pour mon roi; je ne suis pas le premier martyr de cette cause sacrée, dont le triomphe est un jour assuré. » Il fut arrêté sur-le-champ et mis au secret. Il résulta de ses premiers interrogatoires et de l'examen de ses papiers beaucoup d'arrestations de personnages considérables, d'un grand nombre de prêtres, et de quelques généraux, Arana, Negreti, Echavarri, qui s'étaient distingués dans la guerre de l'indépendance. On s'assura que le complot remontait à l'époque où l'amiral Laborde avait paru l'année dernière sur les côtes du golfe du Mexique, et qu'il avait des ramifications fort étendues dans le clergé. Toutefois, le moine Arenas, dont on différa le supplice, mourut sans révéler le nom de ses complices. Il fut fusillé le 2 juin, hors de la ville, sur un pont du grand chemin de Chapultepec, pour éviter les clameurs qu'aurait pu produire la condamnation d'un moine par un tribunal civil.

On a prétendu que cette conspira-

sommaire de cette première tentative, nous proposant de réunir plus tard tous les faits qui se rattachent à la révolution du Texas et à sa description géographique. Nous profiterons alors de l'excellent travail de M. Frédéric Leclerc sur le Texas et sa révolution. Il est impossible de réunir en moins de pages plus de faits curieux sur les grands événements dont cette contrée si riche d'avenir a été le théâtre.

tion absolutiste, sans écho dans les masses, sans sympathie dans la classe moyenne, avait été présentée sous un aspect plus grave qu'il ne convenait, en vue de justifier les mesures arbitraires qu'on se proposait de prendre contre les Espagnols. Là n'était pas le véritable danger. Alors, au sein du pays, au milieu de la capitale, une autre conspiration flagrante et permanente allait tête levée, menaçant les institutions établies, la constitution fédérale et l'ordre public. C'était la conspiration du parti ultradémocratique. Pour bien comprendre les causes des événements qui vont suivre, il convient d'exposer, en peu de mots, l'état politique du pays au moment où nous sommes parvenus.

Nul point du globe, nous l'avons déjà dit, n'avait été plus mal préparé que le Mexique à la brusque transition du despotisme à la démocratie. Cependant le système fédéral prenait racine dans les provinces. Il leur donnait une importance qui les flattait. L'entrée aux diverses législatures convenait aux ambitions subalternes, qui trouvaient là un théâtre à s'exercer. Ce système avait de plus l'avantage de réunir dans un pays, si différent de climat et de produits, les intérêts matériels identiques soit agricoles, soit industriels, et d'habituer toutes les populations à s'occuper d'affaires locales dans la paisible carrière de l'administration. Malheureusement beaucoup d'anciens militaires qui auraient pu trouver place dans ce nouvel ordre de choses préféraient aux emplois civils la vie aventureuse du soldat, et, véritables condottieri, tenaient toujours leur épée au service des factions.

Mexico, séjour du gouvernement fédéral, était à la fois le centre des ambitions déçues et mécontentes, le repaire des révolutionnaires les plus fougueux. Là se réunissaient aussi les hommes influents du parti conservateur, loyaux défenseurs de la constitution jurée, et amis sincères de l'ordre et de la légalité. Ces deux grands partis se classèrent bientôt sous les deux dénominations de *escoceses* et de *yorkinos*.

Les premiers se composaient de propriétaires fonciers, de ceux surtout qui possédaient des titres de noblesse avant la révolution, d'officiers appartenant à l'armée créole, opposés aux premiers fauteurs de l'insurrection, de députés aux cortès d'Espagne, nommés avant la déclaration d'indépendance d'Iturbide, de magistrats, de riches négociants. Ces hommes, l'élite de la société mexicaine, étaient unis par les liens maçonniques du rit écossais, et se réunissaient en loge pour délibérer sur les grands intérêts du pays, et donner aux élections la direction qui semblait la plus convenable à leurs opinions. Parmi les personnages influents de cette association, qui doit être assimilée aux fédéralistes des États-Unis, on comptait le général Bravo, l'un des plus honorables caractères de la révolution mexicaine.

Jusqu'à l'année 1825 les *yorkinos* n'existaient pas comme parti. Leur réunion se composa d'abord de patriotes sages, étrangers aux *escoceses* sans leur être hostiles. On leur donnait le nom de *yorkinos*, à raison de leur affiliation à une loge de New-York. Ce fut le ministre Poinsett, l'un des dignitaires de cette dernière loge, qui organisa celle de Mexico. Elle devint célèbre en peu de temps, et malheureusement trop influente. Là se réunirent successivement tous les hommes nouveaux de la révolution, les radicaux, les républicains les plus avancés. L'exaltation des opinions y fut un titre d'admission et un moyen d'influence. En peu de temps la scission entre les deux loges ou les deux clubs fut complète : les *yorkinos* se posèrent comme les adversaires déclarés des *escoceses*. Leurs journaux firent une guerre acharnée aux modérés du pays ainsi qu'aux Espagnols établis au Mexique, qui n'eurent pas d'ennemis plus impitoyables.

Le pouvoir était l'unique affaire de ces deux grands partis, mais ils le cherchaient par des moyens différents : les premiers, par la modération, l'ordre, le respect de la loi et de tous les

droits acquis ; les seconds, par l'audace révolutionnaire parée des couleurs d'un patriotisme exclusif, ayant toujours à la bouche les grands mots de salut public. Les *yorkinos*, plus nombreux que les *escoceses*, faisaient sans relâche appel aux passions de la multitude, aux irritations du pays, et, dans les circonstances décisives, à l'armée. Leur loge était véritablement au Mexique ce que le club des jacobins avait été en France ; on y dénonçait incessamment comme amis du despotisme et des Espagnols, généraux, députés, ministres, fonctionnaires de tout rang. Le gouvernement et les chambres n'étaient que trop souvent obligés de céder aux violences et aux intrigues de ces fougueux démocrates. Le mal était assez grand pour appeler un prompt remède (1827). La prohibition des sociétés secrètes et la fermeture des loges maçonniques fut proposée par le gouvernement et adoptée par le sénat, à la majorité de vingt-quatre voix contre sept, et par la chambre des représentants, par quarante suffrages contre vingt-quatre. Je donne ce chiffre pour qu'on puisse prendre une idée de la force des deux partis dans la législature, et se convaincre que l'ordre et la paix publique n'avaient rien à redouter d'un parlement ainsi composé. Le pouvoir exécutif, à peu près désarmé, fit bien fermer les loges maçonniques existantes, mais ne parvint point à empêcher les *yorkinos* d'en ouvrir de nouvelles, d'y continuer leurs séances, leurs calomnies et leurs dénonciations contre les meilleurs citoyens. Ils obtinrent un premier succès contre les Espagnols. Après quatre mois de délibérations, le congrès finit par les exclure de tout emploi public, civil, militaire, ecclésiastique, les évêchés exceptés, et cela jusqu'au jour où l'Espagne aurait reconnu l'indépendance de la nation. Cette concession ne satisfait pas les puritains du Mexique ; ils voulaient quelque chose de mieux : il leur fallait l'expulsion de tout ce qui était né en Espagne. Déjà quelques provinces la réclamaient hautement, et pre-

naient l'initiative en bannissant ceux qui n'avaient pas prêté serment à la constitution. Mais, s'il était facile de chasser des vaincus, des familles isolées, des femmes et des enfants sans défense, il l'était un peu moins de triompher de la misère et de la banqueroute. Ces deux fléaux étaient venus s'abattre sur la nouvelle république. En dépit de tous les brillants tableaux du ministre des finances, il fallait reconnaître enfin un énorme déficit. On avait menti à la nation et à l'Europe dans les budgets précédents, en groupant habilement les chiffres pour établir un excédant de recettes sur les dépenses. On avait même évalué le revenu net de l'année financière 1827 à 1828 à 13,667,637 dollars, et la dépense à 13,363,098, et l'on concluait un excédant de 304,539 dollars. Cependant, dès cette même année 1827, le gouvernement était hors d'état de satisfaire aux engagements du dedans et du dehors, et ne pouvait payer les dividendes et les traites renvoyées d'Angleterre. La république mexicaine, si riche sur son budget, se vit bientôt en faillite sur la place de Londres. Force fut au président, dans le discours d'ouverture de la seconde session de septembre 1827, de faire pressentir ce fâcheux état de choses, et la nécessité d'un emprunt. Cet emprunt souleva une vive opposition ; on lui préférait l'établissement de nouveaux impôts. Il passa cependant, après de longues conférences, et fut spécialement affecté au paiement des dividendes dus à Londres, et des traites protestées renvoyées au gouvernement.

A ces tristes débats financiers vint se mêler la question relative à la nomination du président, du successeur de Guadalupe Victoria. La constitution fixait l'époque de la nomination du chef de la république au mois de septembre de l'année qui précédait celle où finissaient ses fonctions ; de plus, par une étrange anomalie, il s'écoulait sept mois entre l'élection du nouveau président et le jour où il prenait possession du gou-

vernement. Pendant cette espèce d'intérim, l'administration des affaires restait aux mains du président sortant. Le danger d'un tel interrègne eût été grand dans une vieille société bien organisée et aux habitudes régulières. Il était cent fois pire dans un État né d'hier, en proie à toute la vivacité des passions politiques, et jouant avec elles comme un enfant avec du feu.

Le chef des escoceses, le général Bravo, porté par eux à la présidence, commit une faute, à laquelle on peut attribuer une partie des malheurs du Mexique à cette époque. Lui, vice-président de la république, poussé par une de ces colères qui servent si mal en politique, eut la malheureuse idée d'attaquer directement Victoria, et, sur le soupçon qu'il protégeait ses adversaires, l'accusa de sanctionner des mesures contraires à l'honneur et à la prospérité du pays, ou, en d'autres termes, de trahison. A cette faute, il en ajouta une beaucoup plus grande, celle de désertir son poste et de se réunir à quelques généraux qui s'étaient mis en révolte ouverte, décidés à renouveler l'administration par des hommes du parti écossais. Il alla se mettre à leur tête dans la petite ville de Tulancingo. Cette levée de boucliers força Victoria à se jeter dans les bras des yorkinos, et à donner à leur chef, le général Guerrero, le commandement général des troupes. Bravo ne voulait pas la guerre civile, il croyait le droit de pétition à main armée dans l'esprit de la constitution, le gouvernement l'ayant plus d'une fois sanctionné dans des circonstances où il était exercé dans l'intérêt de ses projets. Lui et ses partisans se rendirent donc à peu près sans combattre, et furent conduits à Mexico, où, quelques mois plus tard, le congrès les condamna à un bannissement de six années, pendant lesquelles ils eurent la jouissance de leur demi-solde. Ce mauvais succès de Bravo ne découragea pas les escoceses; ils mirent sur les rangs pour la présidence le général Pedraza, ancien ministre de la guerre. Les plus modérés

entre les yorkinos, connus sous le nom de guadalupes, se décidèrent pour ce candidat. Il obtint une majorité de deux votes, et l'on put croire que sous l'administration de cet homme d'État, éminemment sage et ferme, le Mexique allait jouir enfin de quelques années de tranquillité.

Mais c'est mal connaître les partis que de les supposer conséquents avec eux-mêmes. Cette impartiale balance que tient en main la justice n'est point à leur usage. Ces mêmes yorkinos que nous avons vus tout à l'heure punir, dans le vice-président Bravo; les pétitions à main armée, eurent hâte d'employer le même moyen contre le candidat vainqueur. Après avoir, dans leurs clubs, déploré son élection comme un malheur public, ils choisirent Santa-Anna, qui commandait dans la province de Vera-Cruz, pour l'attaquer militairement. Le jeune général s'empressa de justifier la confiance des factieux. A la tête de cinq cents hommes, il s'empara de Perote, et, de cette forteresse, il publia un manifeste à la nation, où il lui apprenait que la volonté des États n'était point celle du peuple; que Pedraza n'avait pas la majorité des citoyens, et qu'il prenait sur lui d'exprimer leur véritable vote, en proclamant Guerrero président de la république.

Le congrès répondit à cette anarchique argumentation, en déclarant Santa-Anna hors la loi dans le cas où il ne mettrait pas bas les armes dans le délai qui lui serait fixé par le gouvernement. Quelques milliers d'hommes, sous les ordres du général Rincon, furent envoyés contre les révoltés, qui furent battus sous les murs de Perote. Santa-Anna prit la fuite avec quelques-uns de ses partisans et s'établit dans les environs d'Oaxaca. Le pays ne montrant nulle disposition à faire cause commune avec lui, l'insurrection parut apaisée. La capitale aussi paraissait plus tranquille. Les masses reprenaient des habitudes d'ordre. Les négociants de Mexico, confiants dans l'avenir, souscrivirent un emprunt de trois cent mille dollars sans intérêt

pendant neuf mois. Le congrès, délibérant avec calme sur l'organisation du pays, rendit alors deux lois importantes: l'une soumettait au jury le jugement des délits de la presse; l'autre organisait une garde nationale dans toute l'étendue de la confédération.

Cette trompeuse tranquillité n'était qu'une halte des hommes du mouvement. La querelle entre Pedraza et Guerrero semblait apaisée, et ce dernier résigné à subir la volonté légale du pays; mais les yorkinos, habiles explorateurs des passions populaires, avaient eu l'art de lier la question de la présidence à celle de l'expulsion des Espagnols; et il faut reconnaître que cette mesure, odieux abus de la force, avait des partisans dans les masses. Les droits des Espagnols mexicains n'étaient cependant pas moins sacrés que ceux des créoles. Iturbide leur avait garanti les mêmes privilèges. Leurs propriétés étaient également protégées par la loi. Le premier congrès avait sanctionné les promesses qui leur étaient faites dans le plan d'Iguala. La constitution fédérale n'avait point créé contre eux de catégories particulières. Ils justifiaient ces dispositions équitables par une conduite sage et mesurée. On ne les avait point vus dans les rangs des armées royales; ils s'étaient abstenus de prendre part dans les luttes des factions. Ils étaient unis aux créoles par des mariages; ils ne demandaient qu'à vieillir et à mourir au milieu de leurs familles; ils n'avaient d'autre patrie que celle de leurs enfants: l'Espagne n'était plus pour eux qu'une terre étrangère. Mais leurs grandes propriétés, leurs immenses capitaux tentaient la cupidité des austères républicains; ils ne pouvaient échapper à la proscription.

Elle ne se fit pas longtemps attendre. Le 3 mars, à l'entrée de la nuit, l'ex-marquis de Cadena et le colonel Garcia, à la tête du régiment de Très Villas, s'étant emparés du parc d'artillerie, firent connaître au président leur intention de forcer le congrès à chasser les Espagnols, ajoutant que

si le décret n'était pas rendu dans vingt-quatre heures, ils feraient main basse sur tous ceux qu'ils pourraient rencontrer. A ce début de l'insurrection, il ne fallait qu'un peu de fermeté de la part du gouvernement pour en arrêter le cours. Il avait assez de forces disponibles pour punir cette bande d'assassins, bien qu'alors une partie des troupes de ligne fût dirigée sur la Puebla. Il s'avisa de négocier au lieu de combattre. Le reste de la nuit se passa en pourparlers sans résultat. Les insurgés les traînaient en longueur pour donner le temps à leurs partisans d'arriver. Le jour suivant, se réunirent à eux le général Lobato, Zavala, l'ex-gouverneur de l'État de Mexico, le député Cerecero, et un certain nombre de miliciens et d'officiers de différents grades, tous yorkinos. On vit aussi accourir, sous le drapeau de la révolte, une multitude de leperos, auxquels Lobato promit le pillage de la ville. Ces nouvelles recrues, dignes de la cause qu'elles venaient servir, donnèrent à ce mouvement anarchique une nouvelle audace. Les chefs proclamèrent alors Guerrero président de la république. Le général s'empressa d'accepter et de haranguer la populace des fenêtres de l'Acordada; toutefois, il crut prudent de se retirer sur-le-champ à Santa-Fe, à trois lieues de Mexico, où il s'occupait pendant deux jours d'organiser de nouvelles troupes pour assurer le triomphe de son parti.

Le président, qui avait fait de son côté quelques dispositions militaires, mais incomplètes, et comme pour mettre sa responsabilité à couvert, donna le commandement de la capitale au général Filisola. Celui-ci sortit du palais, le 2 décembre; pour déloger les rebelles des positions qu'ils occupaient. Cette première journée fut sans résultat. Le 3, le feu recommença à six heures du matin et dura sans interruption jusqu'à sept heures du soir. On se mitrailait dans les rues; on se fusillait du haut des maisons. Les grenades et les boulets des révoltés étant d'un plus gros calibre, firent de grands ravages dans la ville et sur-

tout à la façade du palais. Mais ces terribles scènes n'étaient que le prélude de scènes plus horribles encore. Il n'y avait eu jusque-là rien de décisif. Le 4, la fortune se prononça pour l'insurrection. Dès le matin, le président avait fait arborer le drapeau blanc sur l'Acordada et cesser le feu. Ces pacifiques démonstrations furent dédaignées par un ennemi supérieur en nombre et qui venait de recevoir de nouveaux renforts commandés par Guerrero en personne (*). Le feu recommença plus vif et plus meurtrier. Les masses de leperos cernèrent le petit nombre de soldats du gouvernement qui restaient encore. Ces braves ne cédaient le terrain que pied à pied; enfin, acculés au palais, il leur fallut mourir ou se rendre. On vit plusieurs d'entre eux briser de rage leurs armes contre les murailles, indignés de la lâcheté de leurs chefs qui les avaient abandonnés. Le congrès, en permanence depuis le commencement de l'insurrection, protesta, avant de se dissoudre, contre la violence dont il était l'objet. Le général Victoria ne suivit point un tel exemple; il alla au-devant des insurgés, et revint au palais escorté par Lobato et les autres chefs yorkinos, avec lesquels il entra sur-le-champ en conférence. On ne peut expliquer une telle conduite de la part d'un homme qui avait donné tant de preuves de courage, qu'en supposant qu'il voulait éviter à Mexico les horreurs d'un pillage qu'il savait promis aux leperos. Inutiles efforts. Victoria semblait oublier qu'un magistrat suprême qui n'a pas su réprimer l'émeute à sa naissance, n'est plus qu'un fantôme sans valeur devant l'émeute victorieuse. Pendant que le président traitait avec elle, les leperos se répandaient comme un torrent sur la ville. Sous le prétexte de chercher des Espagnols, ils enfonçaient les portes des plus riches Mexicains. Le *Parian*, bazar de cette

(*) La milice nationale de Mexico passe pour avoir pris une part fort active dans cette insurrection; elle était récemment organisée et sous l'influence des yorkinos.

grande cité, fut envahi par eux et saccagé de fond en comble. C'était un horrible spectacle que celui de ce peuple en haillons se disputant les mousselines et les soieries de l'Inde, les porcelaines de la Chine et du Japon, les meubles précieux, les bijoux, les pièces d'orfèvrerie, les sacs d'or et d'argent. On a dit que des gens bien vêtus, des officiers, des prêtres même, prirent part à ce pillage, qui s'étendit à plusieurs maisons de banque et de commerce étrangères ou mexicaines, et qui se prolongea une nuit durant, pendant laquelle Mexico fut en proie à tous les excès auxquels une soldatesque furieuse s'abandonne dans une place prise d'assaut. On porte le chiffre des morts, dans ces affreuses journées, à huit cents militaires ou citoyens. Plus de cinq cents familles opulentes perdirent tout ce qu'elles possédaient, et se virent en quelques heures réduites à la misère. Le lendemain, Mexico ressemblait à un champ de bataille couvert de ruines et de cadavres. Plusieurs membres du gouvernement et des deux chambres, ministres, consultants étrangers, prirent la fuite.

Pedraza, dont la tête était demandée par les sicaires de Lobato, se refira dans l'État de Guadalaxara. Il y comptait de nombreux partisans, ainsi que dans les provinces de Zacatecas et de Guanajuato. Il pouvait avec eux prolonger la lutte et faire triompher sa cause, intimement liée à l'existence du pacte fondamental; mais la lutte eût été longue. Pedraza, éminemment patriote, fit le sacrifice de ses droits à la paix de son pays; il remercia ses amis de leurs offres de service; il les conjura même, pour terminer la guerre civile, de se soumettre à un autre président, et lui, après avoir formellement résigné ses fonctions, se condamnant à l'exil comme une cause de troubles, s'éloigna du Mexique.

Retournons dans la capitale désolée. Au milieu de la consternation générale, les chefs des rebelles établirent une junte provisoire composée des généraux Lobato, Zavala, et à la tête de laquelle ils placèrent Guadalupe Vic-

toría, qui semblait justifier, en acceptant, les soupçons des vaincus (*). Cette junte fit rouvrir les boutiques, arborer aux fenêtres et sur les balcons de petits drapeaux blancs en signe de paix, et félicita les Mexicains d'événements qui couvraient leur patrie de honte et de deuil.

La nouvelle de ces événements, bientôt répandue dans les provinces, excita l'indignation de tous les États dont le vote avait été favorable au président élu. La législature de la Vera-Cruz se distingua par son énergique opposition. Mais, soit l'influence des conseils pacifiques de Pedraza, soit l'audace ou l'habileté de Guerrero, cette opposition s'évanouit rapidement comme une de ces pensées généreuses qu'on n'a pas la force d'exécuter. Les différents corps réunis pour marcher sur la capitale s'arrêtèrent. Santa-Anna, qui exerçait une espèce de dictature dans l'État d'Oaxaca, se déclara pour la révolution, tout en blâmant les excès commis à Mexico. Les garnisons de la Puebla se tournèrent aussi du côté du vainqueur; elles s'empressèrent probablement de se jeter dans l'insurrection, pour avoir un prétexte de piller la *conducta* ou le convoi d'argent qui était en route pour la Vera-Cruz, et qui ne s'élevait pas à moins de deux cent cinquante mille dollars.

(*) La conduite de Victoria a soulevé de graves accusations. Sans être yorkino, il n'était pas hostile à ce parti; plusieurs fonctionnaires nommés par lui se faisaient remarquer par l'exagération de leurs opinions; il avait placé à la tête de la milice de Mexico, Tornel, un des yorkinos les plus influents. Aussi les modérés du congrès refusèrent d'accorder au président les pouvoirs extraordinaires qu'il demanda au premier jour de l'insurrection, dans la crainte de l'usage qu'il en ferait. Ce fut chose fâcheuse, car Victoria était un homme d'honneur. Il aurait justifié la confiance du congrès et probablement comprimé la révolte, s'il avait eu à sa disposition un décret pour mettre la capitale en état de siège, créer une commission militaire, y traduire tout individu pris les armes à la main, faire surveiller tout homme suspect et suspendre la liberté de la presse.

Un tel exemple, suivi par d'autres corps armés, fit triompher la révolte sur tous les points. Les commandants militaires se prononcèrent successivement pour la présidence de Guerrero et l'expulsion des Espagnols. Les escoceses eux-mêmes cédèrent au torrent, quitte à prendre leur revanche plus tard. La faction triomphante s'empara de tous les emplois, présidence, ministère et fonctions publiques les mieux payées. L'ordre revint enfin, avec l'ambition de Guerrero et les passions des yorkinos satisfaites.

Les membres des deux chambres qui s'étaient séparés comme nous l'avons vu, réparèrent successivement à Mexico et s'y trouvèrent bientôt en assez grand nombre pour que le président, encore en exercice, pût ouvrir la session du congrès à l'époque ordinaire du premier janvier 1829. La physiologie de l'assemblée était calme et triste, elle semblait incertaine et inquiète de la légalité de ses pouvoirs. Le discours du président fut pâle et embarrassé. Il rappela les derniers événements, mais sommairement et sans détails. Ce tableau était évidemment calculé pour l'étranger; toutefois il ne dissimulait pas la gravité des circonstances. L'horizon sembla moins sombre dès le jour suivant; on apprit la soumission du corps de Calderon et la démission de Pedraza, qui demandait des passe-ports pour se rendre aux États-Unis. On ne les lui fit pas attendre. C'était un grand embarras de moins pour le gouvernement. Les chambres se trouvaient aussi plus à l'aise; elles pouvaient regarder la dernière révolution comme un fait accompli, et se tourner du côté du vainqueur. On s'occupa d'abord de l'élection du président. Il eût été rationnel de la soumettre de nouveau aux législatures des différents États; mais les amis de Guerrero ne voulant point courir une telle chance, prirent le parti d'annuler la nomination de Pedraza, comme faite sous l'influence de la force militaire, et de présenter celle de Guerrero comme l'expression du

vœu national. La vice-présidence fut conservée au général Anastasio Bustamente. On rapporta les décrets qui avaient mis Santa-Anna hors la loi, et toute liberté fut rendue à la presse.

Mais la grande affaire des yorkinos, l'expulsion des Espagnols, ne pouvait manquer d'occuper les premières séances du congrès; dès le 2 janvier elle fut présentée à la chambre des représentants, qui adopta le projet présenté à la presque unanimité. Il était enjoint à tous les Espagnols nés dans la Péninsule, dans les présides d'Afrique, dans les îles Baléares et Canaries (*), de sortir dans le délai de trois mois du territoire de la république, sous peine d'emprisonnement dans une forteresse, tant que durerait la guerre avec l'Espagne. Ceux qui cacheraient les proscrits devaient subir la même peine, plus une amende de cinq cents à mille piastres. Les femmes n'étaient pas forcées de suivre leurs maris. En déclarant leur intention de rester, la république les prenait sous sa protection; elles conservaient leurs biens, et ceux de leurs maris ne pouvaient être emportés, qu'un tiers en valeurs métalliques et les deux autres en effets du pays.

Cette expulsion, qu'on ne peut comparer qu'à celle des Maures de l'Espagne et des protestants de France, fut votée à une immense majorité par la chambre des représentants et sanctionnée par le sénat après une longue hésitation. Un grand nombre de familles espagnoles n'avaient point attendu ce résultat prévu. Celles qui avaient le plus à perdre s'empressèrent de partir avant la promulgation de la loi (20 mars 1829). On fit toutefois quelques exceptions en faveur d'infirmes, de vieillards, d'hommes ayant rendu des services au pays, ou de pauvres Espagnols, issus de familles françaises, recommandés par le consul de France. Cette mesure appauvrit le Mexique de plus de cent millions de

(*) Les îles de Cuba, de Porto-Rico et les Philippines étaient exceptées.

piastres et le priva de trois à quatre mille individus, appartenant pour la plupart aux classes les plus riches ou les plus laborieuses.

Les finances de la république avaient été prospères jusqu'en 1827; le ministre Esteva vint apprendre au congrès qu'il n'en était plus ainsi. Il ne dissimula pas les fâcheux effets des derniers troubles de Mexico sur la prospérité du pays. « Je m'acquitte, disait-il, d'un triste devoir en révélant au congrès les blessures faites au trésor public et au crédit national. » Les revenus de l'année présentaient un déficit de 2, 251, 395 piastres sur ceux de l'année précédente, où déjà les dépenses n'étaient pas couvertes par les recettes. Pour pallier tout ce qu'un tel état de choses avait de sinistre, le ministre proposa quelques économies sur la guerre et sur la marine, ainsi qu'une augmentation d'impôts indirects et le monopole du tabac. Il supposait que les produits très-incertains des nouveaux impôts combleraient en grande partie le déficit très-réel qu'il venait d'avouer. Ce singulier système de recettes éventuelles ne parut pas du goût de l'assemblée. Au surplus, Esteva ne fut pas mis à l'épreuve d'aligner un tel budget; le nouveau président, qu'on venait d'installer, le remplaça par le général Zavala, qui prenait une rude tâche. Il fit adopter un autre projet qui se rapprochait du système des États d'Europe. C'était l'établissement, dans toute l'étendue de la république, d'une contribution annuelle de cinq pour cent sur les revenus de toute nature qui dépassaient mille piastres, et de dix pour cent au-dessus de dix mille piastres. La déclaration assermentée des imposés devait servir de base à la perception. Le projet ajoutait des droits de patente également gradués. Ce plan eut tout le succès qu'il était aisé de prévoir. L'esprit de fédéralisme et la mauvaise foi des déclarations forcèrent bientôt d'y renoncer, et le gouvernement se trouva plus embarrassé que jamais.

Ce fut dans ces circonstances que le

congrès, au dernier jour de la session, apprit officiellement du président que l'Espagne se préparait à reconquérir le Mexique. Le pouvoir exécutif, disait-il, ne doute pas que le gouvernement de Madrid, aussi opiniâtre dans son orgueil qu'impuissant dans ses ressources, ne persiste dans cette extravagance qui mettra toute sa faiblesse au grand jour. Les États de la confédération organisent leurs milices, et bientôt une armée nombreuse et disponible anéantira les insensés qui oseraient profaner nos rivages.

On sait qu'une des folles préoccupations de Ferdinand VII fut de rentrer dans la possession des colonies qu'il avait perdues. Ce prince, sous l'empire de ses préjugés d'enfance et trompé par son entourage, s'imaginait que le retour du pouvoir de la métropole était vivement désiré par ses anciens sujets d'Amérique, soupirant tous après le régime colonial dont eux et leurs ancêtres avaient goûté les douceurs pendant trois siècles. Le cabinet de Madrid, moins confiant que Ferdinand dans la prédilection des Américains pour le joug de la mère patrie, jugeait le moment favorable pour tenter un coup de main sur le Mexique. Bien informé des luttes révolutionnaires de cette république, il l'était mal de la cause du désordre, des forces du pays et de la haine que tous les partis portaient à l'Espagne. Cette ignorance se révèle dans la manière dont l'armement fut préparé. A sa faiblesse, on eût dit qu'il s'agissait d'aller mettre à la raison quelque petite province révoltée, et non de soumettre un grand empire et sept millions de rebelles. On assurait, à la vérité, que ce n'était que l'avant-garde d'une armée de vingt mille hommes; étrange avant-garde que celle d'une armée qui laissait à deux mille lieues en mer son corps principal! L'expédition, commandée par le brigadier don Isidore Barradas, ancien créole, se dirigea d'abord sur Cuba, où on lui annonçait des renforts considérables qu'il ne trouva pas.

Le gouverneur Vivès lui fournit

seulement quelques bataillons d'hommes de couleur, ce qui porta l'armée d'invasion à cinq mille hommes environ, y compris les équipages de douze bâtiments sur lesquels ils étaient embarqués. Déjà circulaient dans les Antilles les proclamations de Vivès, qui les faisait jeter aussi sur les côtes du Mexique. Elles essayaient, sans prendre aucun détour, de persuader aux Mexicains que leur véritable intérêt était de reconnaître le gouvernement paternel de Ferdinand VII, seul remède à l'anarchie. Elles annonçaient l'arrivée de Barradas comme celle d'un libérateur, apportant avec lui amnistie complète, pardon général, garantie des personnes et des propriétés, et conservation des emplois civils et militaires. Ces belles promesses, loin d'ébranler la fidélité des masses, firent cesser tout à coup les divisions, les jalousies, les querelles intérieures des chefs; tout ce qui avait combattu pour conquérir l'indépendance prit les armes pour la défendre. Partout des milices s'organisèrent, prêtes à se diriger, au premier signal, sur le point menacé.

Ce fut le 5 juillet, dans la matinée, que l'expédition de Barradas, escortée par treize vaisseaux de guerre, sous les ordres de l'amiral Laborde, sortit du port de la Havane au milieu des acclamations et du bruit des fanfares. Le vaisseau amiral le *Soberano* cassa son cabestan, ce qui obligea l'escadre de mettre en panne jusqu'au jour suivant, qu'elle fit voile vers l'ouest, accompagnée des hosanna joyeux du journal officiel de la Havane, qui comparait sans façon Barradas à Cortès, et lui prédisait le même succès.

L'expédition atteignit, contre toutes prévisions raisonnables, le point de la côte où l'on devait s'attendre le moins à un débarquement. Elle prit terre le 27 juillet à Cabo Rojo, à une vingtaine de lieues au sud de Tampico. La plage était déserte et sablonneuse, et le soleil des tropiques ardent. Les soldats espagnols, en débarquant, avaient de l'eau jusqu'à la ceinture. Ils se mirent en marche le lendemain pour atteindre

Tampico, alors sans fortifications. Mieux eût valu, sans doute, en abordant directement à ce petit port, épargner à l'armée une marche pénible et dangereuse. Mais Barradas, convaincu que les Mexicains allaient accourir par masses sous les drapeaux du roi, avait hâte de leur en offrir l'occasion. Il se plaisait à le répéter devant les missionnaires franciscains qui l'accompagnaient, et dont le secours lui paraissait sans doute plus précieux que celui de l'artillerie, puisqu'il n'avait pas même embarqué quelques canons de siège. On le vit encore en cette circonstance parodier le conquérant du seizième siècle. Il ne fit pas, à la vérité, brûler ses vaisseaux, mais il ordonna que l'escadre s'éloignât, comme si elle n'eût plus été d'aucune utilité.

Cependant ces Mexicains, qui devaient grossir l'armée de Barradas, se montrèrent bientôt, mais en ennemis indignés d'une telle entreprise. Trois cents d'entre eux, placés en embuscade avec deux pièces de canon sur les hauteurs boisées de Los Corchos, tentèrent d'arrêter les Espagnols. Une fusillade bien nourrie mit quelques instants l'avant-garde en désordre. Cette petite troupe dut bientôt céder au nombre, et Tampico fut occupé par les troupes royales. Toujours confiantes dans leurs proclamations, elles en attendaient tranquillement le résultat, lorsque la nouvelle du débarquement de l'ennemi, allant de bouche en bouche sur tous les points du pays, parvint à Mexico. Elle n'y trouva d'abord que des incrédules; mais les courriers se succédant sans relâche, il fallut bien y croire. A ce bruit, plus de divisions de parti, plus de querelles d'ambition, même horreur du joug espagnol. De toutes parts, on s'arma pour la guerre; des généraux émigrés ou bannis demandèrent et obtinrent la faveur de combattre pour la patrie, et tout le pays se leva comme un seul homme. Guerrero s'empressa de convoquer le congrès. Il demanda la dictature et la suspension de la constitution. Le sénat fit quelques difficultés de lui déférer une telle autorité. Il l'obtint

enfin avec quelques restrictions. Il avait une belle occasion de réduire pour longtemps l'opposition au silence. Il fallait faire moins de proclamations, moins d'appels à un patriotisme qui n'avait pas besoin d'être excité, mais se mettre à la tête de l'armée, et marcher droit à l'ennemi. Idole de la patrie après la victoire, le titre de libérateur l'attendait. Un autre que lui, le général Santa-Anna, se hâta de le conquérir. Ce gouverneur de la Vera-Cruz se reposait des fatigues de la dernière campagne, dans sa retraite de Manga de Clavo, lorsqu'il apprit le débarquement des Espagnols. Aussitôt il vole à la Vera-Cruz. Il n'attend ni les décrets du congrès ni les proclamations du président. Il appelle aux armes la population. Il demande au commerce de remplir la caisse de l'armée, et s'embarque avec huit ou neuf cents hommes pour aller au secours de la province envahie.

Que faisait le général espagnol? Il attendait toujours l'arme au bras l'issue de ses proclamations. Tristement détrompé sur les dispositions des Mexicains, il finit par se décider à marcher en avant. Il obtint d'abord quelques succès sur la division de la Garza, et il allait probablement en finir avec elle lorsqu'il apprit que Santa-Anna attaquait Tampico, où il n'avait laissé que trois cents hommes et beaucoup de malades. Cette faible garnison faisait une résistance héroïque, lorsque Barradas accourt en toute hâte pour mettre l'assiégeant entre deux feux. A son tour, Santa-Anna se crut perdu. Une ruse le tira d'affaire. Il fit croire au commandant espagnol que plusieurs régiments de milice venaient à son aide. Ce mensonge lui valut la permission de repasser le fleuve, et le bonheur d'échapper, avec cinq cents des siens, aux trois mille hommes que Barradas pouvait encore mettre en ligne. La famine, les maladies, la misère, l'insalubrité du climat, les pluies, les moustiques décimèrent bientôt cette petite troupe: elle attendit en vain, pendant le mois d'août, les renforts promis. Les Mexicains en

recevaient de tous côtés, et à la fin, convaincu que la position n'était pas tenable, et que la vaine gloire de rester quelques jours de plus sur la côte ne lui laisserait pas un soldat valide, Barradas se soumit à la dure nécessité de capituler. Ce fut le 11 septembre, jour mémorable dans les fastes du Mexique républicain, que les généraux des deux armées signèrent les articles de la convention, qui chassait pour la dernière fois les Espagnols de leur ancienne colonie. L'armée de Barradas mit bas les armes; les officiers seuls conservèrent leurs épées. Les malades furent confiés à l'humanité du vainqueur, qui se chargea de les faire transporter à la Havane après leur guérison. Ajoutons que les Mexicains exécutèrent loyalement cette convention honorable pour les deux partis; heureux contraste avec ce qui s'était vu tant de fois au temps de la première insurrection.

Si l'expédition de Barradas prouva la ferme volonté de la nation de rester indépendante, elle devint la cause immédiate de troubles intérieurs. Le Mexique tourna ses forces contre lui-même. Étrange destinée que celle d'un pays où la fièvre révolutionnaire semble l'état normal! Pendant que Santa-Anna allait triomphant de ville en ville recevoir les ovations de la foule, Guerrero perdait de son crédit dans le parti même qui l'avait élevé. Il avait déplu par ses mesures fiscales. Les républicains riches ne lui pardonnaient pas l'abolition générale de l'esclavage, car les républicains tenaient à leurs noirs. Enfin le pouvoir dictatorial du président semblait lourd à tout le monde. L'armée de réserve, rassemblée à Jalapa, sous les ordres de Bustamente, le lui fit savoir. Guerrero avait, pour la seconde fois, fait la faute énorme de réunir un tel corps et de n'en pas prendre le commandement. Il déplaisait à l'orgueil aristocratique des officiers. Il n'appartenait pas à la race blanche, et cela seul, disait-on, le rendait indigne du poste qu'il occupait.

Avant de parler de cette lutte, il faut dire deux mots de l'esprit de l'armée,

Cela peut servir à l'intelligence de bien des faits. La majorité de l'armée n'avait jamais été sincèrement attachée à la république, et, par instinct, elle cherchait même à la renverser, sans trop savoir à qui elle donnerait la couronne. Après la victoire obtenue sur les Espagnols, on ne parlait parmi les chefs mexicains que de centraliser la république comme un premier pas vers le système monarchique. Le gouvernement fédéral était en horreur à l'armée. Les troupes du Yucatan se prononcèrent les premières pour ce nouvel ordre de choses, en déclarant le Yucatan séparé de la fédération jusqu'au moment où la fédération cesserait d'exister. Les officiers de la division de réserve de Jalapa se prononcèrent également; mais, guidés par les politiques de Mexico, ils procédèrent avec plus d'adresse et de circonspection. Ils publièrent, le 4 décembre 1829, un plan de réforme. On se bornait à demander la constitution dans toute sa pureté, et le régime des lois. On n'indiquait pas clairement les infractions auxquelles on voulait cependant remédier; mais on était plus explicite sur les personnes. On déclarait que les individus ayant contre eux l'opinion publique, seraient déposés de tout office appartenant, soit au gouvernement général, soit à celui des États. Cette déclaration ne laissait aucun doute sur le sort qu'on réservait à Guerrero. Celui-ci ne se méprit pas sur la portée d'un tel acte. Il se hâta d'armer les leperos, d'organiser quelques bataillons de milices auxquels il confia la garde du palais, et se mit en marche avec deux mille hommes pour arrêter les insurgés. Mais il avait à peine quitté la capitale que la garnison se révolta. Il y eut entre elle et les militaires quelques coups de fusil échangés, puis ceux-ci rendirent le palais où vinrent s'établir les chefs de l'insurrection, qui constituèrent un gouvernement provisoire, composé de D. Pablo Velez, du général Rayon, de Louis Quintana et de Lucas Alaman, ancien ministre des affaires étrangères. Cette révolution, contre-partie de celle de

l'année dernière, n'était encore que le triomphe d'un parti sur un autre. Elle se termina presque sans effusion de sang, grâce à la rapidité du mouvement et à la prompte adhésion de la plupart des États. Guerrero se vit contraint de gagner les montagnes du Sud, son pays natal, où il conservait un puissant parti. Santa-Anna, son ancien ami, n'avait joué qu'un rôle secondaire et même équivoque dans cette révolution, dont Bustamente fut le héros.

Le congrès, rassemblé dans ces orageuses circonstances, le supplia de garder le pouvoir, qu'il eût été dangereux de lui retirer. Toutefois, pour conserver une apparence de légalité, on ne lui donna que le titre de vice-président, en déclarant légitime l'élection du général Gomez Pedraza, qui se trouvait alors à Paris. Quant à Guerrero, il fut déposé comme frappé d'incapacité morale.

Aussitôt que Bustamente se vit à la tête du gouvernement, il commença, dans son intérêt propre et dans celui de son parti, par nommer un nouveau ministère. Alaman eut l'intérieur, Rafaël Mangino le commerce, José Ignacio Espinos la justice, et Facio la guerre et la marine. Avant de suivre dans sa marche cette administration plus ferme et plus habile que les précédentes, il convient de prendre une idée de l'état du pays. Ses relations extérieures s'étaient étendues; mais le temps n'était plus où les capitaux européens abondaient au Mexique pour y chercher un utile emploi, où des compagnies étrangères, se fiant à la foi du gouvernement, créaient de nouvelles industries et ranimaient l'exploitation des mines, où le commerce de l'intérieur prenait un développement rapide, où les voies de communication se multipliaient, où l'on allait se mettre à l'œuvre pour réunir les deux océans par l'isthme de Tehuantepec. Les troubles intérieurs avaient tout changé. L'industrie manufacturière était nulle; le désordre des finances au comble; les dividendes des emprunts n'étaient plus payés. Le

Mexique était en banqueroute sur toutes les places de l'Europe. La confédération semblait en pleine dissolution. Le Yucatan continuait à se tenir séparé. Dans l'État de Sonora, les questions sur l'union et la division amenaient de grands désordres. Des troubles régnaient dans l'État de Tabasco. D'où venait cette grande perturbation sociale, cette fièvre de révolutions? Un homme qui n'est pas suspect, le ministre de l'intérieur Alaman, nous l'apprend dans son rapport au congrès. Il l'attribue aux sociétés secrètes, à ce gouvernement occulte qui dicte ses arrêts de la capitale, et dont les ordres vont réveiller sur tous les points les résistances et les ambitions de bas étage; il l'attribue aux élections faites sous l'influence des comités directeurs; aux listes colportées par leurs agents; aux menaces qui éloignent l'homme paisible, l'homme instruit, l'homme qui possède, et laissent le scrutin au pouvoir des agitateurs sans fortune et sans considération; il l'attribue aux pétitions à main armée, autre instrument des factieux, et principe des mouvements révolutionnaires à jour fixe sur tous les points du pays; il l'attribue enfin à la licence de la presse, de cette presse qui se joue des lois répressives, toujours éludées par le véritable coupable et la risée de ceux qu'elle menace et qu'elle ne punit pas.

Le nouveau ministère, dans une parfaite unité de vue avec le président, suivit une tout autre marche que celle de ses prédécesseurs. Les formes républicaines furent conservées à la vérité, mais l'administration prit des allures militaires et dictatoriales qui allaient évidemment vers la destruction du gouvernement fédéral. Le congrès et la presse elle-même devinrent entre ses mains des instruments dociles. Les factions furent réduites au silence et comprimées par la force, grâce à ce système qui n'était pas très-constitutionnel. Deux années, mil huit cent trente et mil huit cent trente et un, se passèrent au Mexique sans révolutions nouvelles. L'opinion commune désigne Alaman comme le directeur de cette

politique. C'était à coup sûr, dans le ministère, l'homme auquel on devait attribuer la plus grande somme de talents. Son collègue Facio, élevé dans la garde de Ferdinand VII, regardait l'influence du pouvoir militaire comme une nécessité gouvernementale. Assez mal disposé pour les institutions républicaines, il entretenait l'armée dans un semblable esprit, et plaçait à la tête des régiments des hommes évidemment hostiles à tout gouvernement représentatif. Pendant son administration, la garnison de Mexico fut mise sur le pied de guerre, et les capitales des différents États virent aussi le développement de cet appareil militaire si redoutable à la liberté. Avec un tel système, il fallait un ministre des finances assez habile pour fournir exactement, avec un trésor épuisé, la solde des troupes. Rafaël Mangino y pourvut avec bonheur. Cet homme d'État réunissait dans sa personne cette grâce, ces habitudes attrayantes qui distinguent les courtisans. Dès la proclamation de l'indépendance et au sein du congrès constituant, on l'avait vu demander une monarchie avec un prince européen, et déclarer qu'à défaut d'une telle monarchie il opterait pour une république centrale. Sans changer de principes et sans avoir oublié les habitudes qu'il avait prises à la trésorerie des vicerois, ministre, il développa un esprit centralisateur. Le revenu des douanes était alors engagé pour une somme considérable; sans s'inquiéter des cris des agioteurs, il suspendit le payement des ordonnances émises par Guerrero; puis il entra en arrangement avec les possesseurs de ces titres et leur assigna le quinzième du produit de cette même douane, dont il consacra le seizième à payer la dette d'Angleterre contractée en 1825. En continuant religieusement cette marche prudente, la dette flottante du Mexique n'aurait pas été longtemps à s'éteindre. Le commerce prit un important accroissement dans l'année 1830; et bien que Mangino partageât l'opinion des Mexicains de la vieille roche, qui voyaient

avec peine l'étranger exploiter les différentes branches de l'industrie du pays, et l'exportation du produit des mines, il crut devoir modifier le système prohibitif de Guerrero. Ces mesures, l'affermage du tabac et la rentrée rigoureuse du contingent des États, rendirent bientôt le gouvernement général possesseur de fonds considérables et d'un crédit supérieur à celui des années précédentes.

Alaman comprit que si les intérêts matériels jouaient un grand rôle dans l'établissement de son système, la religion devait être appelée à le consolider. Le clergé, hostile au système fédératif, très-partisan de la centralisation et plus encore de la monarchie, fut caressé. L'adroit ministre, convaincu que ce corps puissant espérait de nouveaux privilèges d'un nouvel ordre de choses, s'occupa d'augmenter son influence pour s'en servir au besoin et de lier ainsi aux projets de l'aristocratie l'intérêt de l'Église. Le chanoine Vasquez, chargé d'affaires du Mexique à Rome depuis 1825, reçut l'ordre d'employer tous les moyens possibles pour obtenir la nomination des évêques proposés. L'évêché de Puebla, l'un des plus riches de la Nouvelle-Espagne, fut la récompense du succès de sa négociation. Le président nomma, de plus, quatre autres évêques dévoués à la cause théocratique-militaire, qui, grâce à leur concours, fit quelques progrès parmi les masses.

Cependant Guerrero, qui s'était laissé déposer assez facilement, et qui semblait, dans sa retraite, se résigner à la vie privée, ne put longtemps dissimuler ses espérances et son ressentiment. Les populations du Sud lui témoignaient une trop vive sympathie pour qu'il ne fût pas tenté d'en profiter. Il ne lui fut pas difficile de réunir un grand nombre de partisans, à la tête desquels il se crut assez fort pour menacer à son tour et prendre l'offensive. Il demanda une nouvelle réunion des États, avec mission de décider à qui devait appartenir la présidence. À cette provocation, Busta-